

Le Parti socialiste français s'inquiète de la tournure des élections au Burundi

@rib News, 03/06/2010 Burundi : inquiétudes sur le prochain scrutin présidentiel Communiqué - jeudi 3 juin Le Parti socialiste (PS) suit avec attention la situation politique burundaise et, particulièrement, le processus électoral en cours (élections municipales, présidentielle et législatives) qui, après celui de 2005, doit assurer à ce pays la stabilité et la démocratie nécessaires à la paix et au développement de son peuple. Le PS s'inquiète du climat qui se développe aujourd'hui dans ce pays et alerte la communauté internationale des risques que cela représente pour ce pays et la région des Grands Lacs.

Le 21 mai dernier, quelques jours avant la tenue des élections municipales du 24 mai, les Autorités burundaises ont prié Mme Neela Goshal (Human Right Watch, HRW) de quitter le pays avant le 5 juin 2010, alors qu'elle examinait précisément les nombreuses violations des droits de l'homme (arrestations arbitraires, tortures, assassinat ciblé) commises depuis de nombreux mois, et qu'elle s'interrogeait sur l'impunité dont semblent jouir les auteurs de ces crimes et forfaits. Après la tenue des élections municipales le 24 mai, et avant les élections présidentielles du 28 juin 2010, cinq candidats de l'opposition ont décidé de se retirer de ce scrutin le 1er juin, refusant selon leur déclaration d'être à l'abri de cautions démocratiques d'un processus électoral qui n'a plus de sens. Le PS a rencontré au cours de ces derniers jours deux des cinq candidats qui se retirent, M. Leonard Nyangoma et M. Alexis Sinduhije, et il entretient de longue date des relations avec le FRODEBU, parti membre de l'Internationale socialiste (IS) dont le candidat est aussi retiré. Le PS considère que le retrait de ces personnalités respectées de l'élection présidentielle est un signal que la communauté internationale ne peut ignorer. Il demande aux Autorités françaises et européennes, qui fournissent un soutien matériel important à ce processus électoral, de faire pression sur les autorités burundaises actuelles et le Président Pierre Nkurunziza, pour qu'ils s'engagent solennellement et résolument à faire cesser l'impunité pour les crimes commis, à respecter le droit, y compris celui des oppositions. Enfin, le PS demande aux Nations unies de veiller à une observation impartiale mais rigoureuse du déroulement de la campagne et des élections à venir. Jean-Christophe Cambadélis Secrétaire national à l'Europe et international